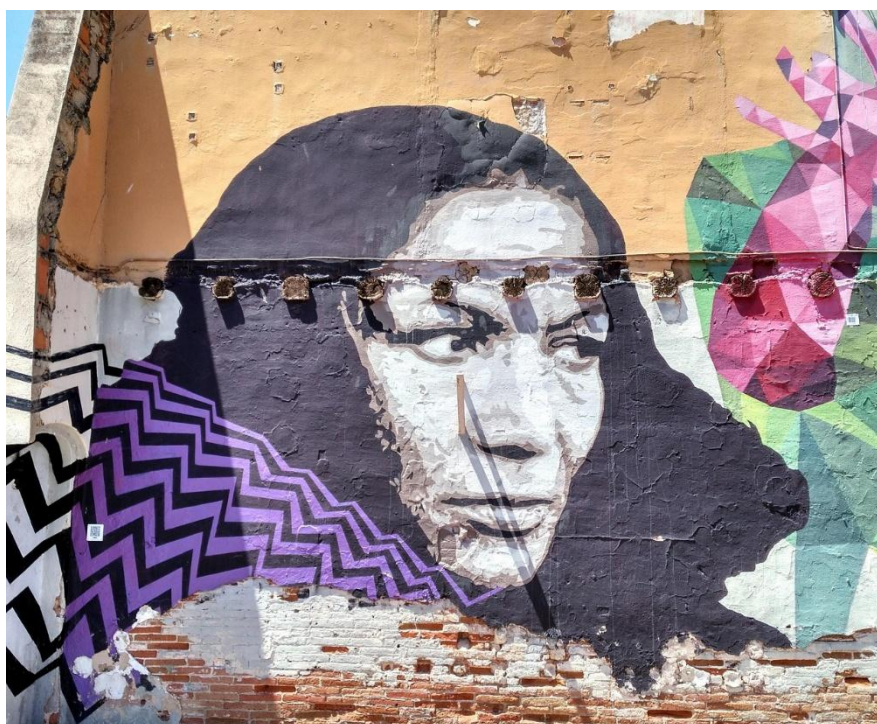


Dossier Grande Bretagne Episode 8



Les effets des choix migratoires au Royaume-Uni

Le Royaume-Uni est un État multinational composé de quatre nations distinctes. L'Angleterre, le Pays de Galles, l'Écosse et l'Irlande du Nord. L'agrégation de ces trois nations au Royaume d'Angleterre n'a jamais été suivie d'une "anglicisation" assimilationniste.ⁱ

Un Royaume multinational et des élites anglaises détachées des populations

Afin de comprendre le rapport du Royaume-Uni à l'immigration, l'intégration, les rapports entre les communautés, il est essentiel de comprendre que l'idée d'un peuple "unique" et unifié culturellement est absente de la culture britannique, qui se voit depuis son origine comme une union de plusieurs peuples sujets sous l'autorité de la couronne anglaise. Le Royaume de Grande-Bretagne a été créé le 1er mai 1707 par l'union politique des royaumes d'Angleterre et d'Écosse. Cette unification résulte du Traité d'Union, conclu le 22 juillet 1706 et ensuite ratifié par les parlements d'Angleterre et d'Écosse dans les *Acts of Union* de 1707.ⁱⁱ Les deux royaumes, ainsi que le Royaume d'Irlande, étaient déjà en union personnelle depuis l'Union des Couronnes en 1603, lorsque Jacques VI, roi d'Écosse, hérita des royaumes d'Angleterre et d'Irlande et transféra sa cour d'Édimbourg à Londres. Jusqu'en 1707, les trois royaumes restaient des entités politiques distinctes.

Avant les *Acts of Union*, les royaumes d'Angleterre et d'Écosse comportaient chacun des minorités que l'on pouvait aussi qualifier de nations. Le Pays de Galles et la Cornouailles faisaient partie du Royaume d'Angleterre (le Pays de Galles avait été officiellement incorporé à l'Angleterre par les *Laws in Wales Acts* de 1535 et 1542, bien qu'il fût un territoire anglais de facto depuis le XIIIe siècle ; la Cornouailles avait été conquise à l'époque anglo-saxonne). Les Orcades et les Shetland, avec leur culture d'origine nordique, faisaient partie de l'Écosse, ayant été mises en gage par la Norvège, avant d'être intégrées en 1471. Lors de la création du Royaume de Grande-Bretagne, de nombreux habitants conservèrent un sentiment d'identité propre. Beaucoup parlaient aussi d'autres langues que l'anglais.

L'idée d'unification culturelle ne fut jamais une priorité politique

Dans la longue histoire du Royaume Uni, les élites britanniques, aristocratiques ou financières, eurent pour priorité la stabilité de la société pour permettre la prospérité économique. Ce multiculturalisme "naturel" des Britanniques peut également s'expliquer par le libéralisme politique né dans ce paysⁱⁱⁱ (John Locke : *Tolerance*). Depuis le Moyen Âge, l'aristocratie anglaise s'est concentrée sur la préservation de ses privilèges fonciers et politiques.^{iv} La paysannerie anglaise a été soumise à des lois rigoureuses, comme les *enclosure acts* (XVIe-XVIIIe siècles)^v, qui ont privatisé les terres communales et accentué les inégalités. Les élites ont souvent perçu les classes inférieures avec une forme de condescendance paternaliste.

Un rapport endémique au multiculturalisme

Première nation à connaître la révolution industrielle, le Royaume-Uni est également la première à connaître l'exode rural et l'urbanisation massive de la population. Cela en fait la première nation majoritairement urbaine dès 1850, avec un brassage entre les populations issues des quatre nations composant le Royaume. Par exemple, entre 1850 et 1914, 400 000 personnes migrent depuis tout le Royaume-Uni vers le Sud du pays de Galles, dynamisé par ses vallées minières et sidérurgiques. Les élites britanniques voient, dès le milieu du 19ème

siècle, ces migrations internes comme une nécessité économique, sans se préoccuper des tensions intercommunautaires existantes, notamment avec la communauté irlandaise.

Au sein de l'Empire, le gouvernement britannique n'a pas cherché à établir une mission civilisatrice. La colonisation britannique a été menée par un principe de pragmatisme en toutes choses, visant à maintenir les structures locales tout en exerçant une domination indirecte.

Ce modèle s'est traduit par la préservation des élites locales, des cultures et des systèmes juridiques autochtones, plutôt qu'une volonté de transformer les sociétés colonisées selon les normes britanniques. Il s'agit du système de "domination indirecte" (*indirect rule*)^{vi}, théorisé par des administrateurs comme Frederick Lugard. Cette stratégie servait à réduire les coûts administratifs, car elle évitait la nécessité de déployer un grand nombre de fonctionnaires britanniques. De plus, elle permettait de minimiser les résistances en maintenant une continuité avec les pratiques traditionnelles.

En Inde, les Britanniques ont maintenu les princes et les maharajas en place dans de nombreux États princiers (comme Hyderabad ou Mysore), qui restaient autonomes sous la supervision d'un résident britannique. En Afrique de l'Ouest, des chefs traditionnels ont continué à exercer leur autorité sous le contrôle des administrateurs coloniaux.

Une vision distante et élitiste des peuples colonisés

Les lois coutumières, religieuses ou tribales régissent les populations autochtones dans leurs affaires internes, tandis que le droit britannique ne s'appliquait qu'aux colons ou dans des situations spécifiques.

En Inde : Le système juridique colonial distingue le droit pénal, directement influencé par le droit britannique, et les lois civiles, qui varient selon les coutumes locales. Les Britanniques ont préservé le droit personnel des communautés hindoues et musulmanes (héritage toujours visible aujourd'hui en Inde).

En Afrique : Les tribunaux coutumiers ont été maintenus pour traiter les affaires locales, tandis que les Européens et leurs descendants relevaient des juridictions coloniales.

Les Britanniques ont rarement imposé le christianisme ou leur culture de manière agressive, préférant souvent laisser les pratiques religieuses locales intactes, sauf lorsqu'elles entraient en conflit direct avec les objectifs coloniaux. Ils considéraient les différences culturelles comme immuables ou secondaires, et se concentraient davantage sur l'ordre et le commerce que sur la transformation sociale ou culturelle des populations.

Si le gouvernement britannique lui-même ne poursuivait pas d'objectif global de conversion ou d'assimilation, certains missionnaires chrétiens ont tenté d'évangéliser les populations autochtones par l'éducation et la conversion. Leurs efforts étaient souvent tolérés par l'administration coloniale, mais non systématiquement soutenus par les autorités, voire interdites si ces tentatives provoquaient des troubles au sein des populations locales.

Les migrations massives post-coloniales au 20^{ème} siècle : la doctrine du laisser faire

Après la Seconde Guerre mondiale, les migrations en provenance des anciennes colonies de l'Empire britannique (Inde, Pakistan, Caraïbes, Afrique subsaharienne) se sont intensifiées. Ces flux migratoires ont été motivés par :

- *Le besoin de main-d'œuvre* : La reconstruction d'après-guerre a nécessité des travailleurs pour combler les pénuries, en particulier dans les secteurs industriels, les transports et les services publics (notamment le National Health Service, l'hôpital public britannique).

- *Les droits de citoyenneté impériale* : Jusqu'à la Commonwealth Immigrants Act de 1962, les ressortissants des colonies et du Commonwealth avaient le droit de s'installer au Royaume-Uni, en vertu de leur statut de citoyens britanniques. Ce statut n'avait alors jamais été pensé comme pouvant être à l'origine d'une immigration massive en provenance du Commonwealth par les élites britanniques.

L'Empire britannique n'ayant pas promu une idéologie assimilationniste dans ses colonies, cette attitude s'est prolongée après l'arrivée des migrants. Plutôt que de chercher à intégrer ces nouveaux arrivants dans une identité nationale unique, les autorités britanniques ont adopté une approche largement fondée sur le laisser-faire, dans laquelle les communautés migrantes étaient souvent laissées à elles-mêmes pour préserver leur culture, leur langue et leurs traditions. La cohabitation de cultures distinctes était jugée acceptable tant qu'elle ne perturbait pas l'ordre public ou les intérêts économiques. Le modèle multiculturaliste britannique a ainsi émergé en tant que tel, reconnaissant officiellement la diversité culturelle et religieuse, sans chercher à homogénéiser la société.^{vii}

L'approche non assimilationniste a produit des tensions importantes et a contribué à des divisions sociales dans le Royaume-Uni. Les migrants postcoloniaux ont souvent été relégués à des quartiers urbains spécifiques, avec peu de politiques gouvernementales visant à les intégrer activement dans la société britannique.

De nombreuses communautés migrantes (comme les Pakistanais à Bradford, ou les Afro-caribéens à Brixton) se sont installées dans des zones marquées par la pauvreté et le manque de services publics. Les enfants issus de l'immigration ont souvent fréquenté des écoles ethniquement homogènes, limitant leur exposition à la culture britannique dominante.

Un modèle en échec depuis les années 1960

Les années 1960-1980 sont marquées par des tensions raciales croissantes, comme en témoigne le célèbre discours dit des « *Rivières de Sang* » d'Enoch Powell en 1968.^{viii}

Des émeutes raciales comme celle de Notting Hill en 1958 ou de Brixton en 1981 ont révélé les frustrations des migrants face aux discriminations, et celle de la population britannique autochtone face à une arrivée massive d'immigrés ne faisant l'objet d'aucune tentative d'assimilation. L'inaction ou la passivité des autorités a renforcé le sentiment de marginalisation au sein des communautés migrantes, et le sentiment d'abandon au sein de la population britannique autochtone.

Dans les années 1990 et 2000, des lois et politiques ont été mises en place pour reconnaître et protéger les minorités ethniques et religieuses telle que la loi sur les relations raciales (Race Relations Act). Cette législation visait à lutter contre la discrimination et à promouvoir l'égalité des chances.

Les pratiques culturelles et religieuses sont très tolérées au sein des institutions britanniques, notamment les écoles et les lieux de travail, qui permettent des pratiques comme le port du hijab ou l'enseignement dans des écoles confessionnelles (ex. : écoles musulmanes, sikhes ou juives). Certaines communautés ont été de manière croissante perçues comme isolées, avec peu de contact avec le reste de la société. Le multiculturalisme a alimenté un débat sur l'identité britannique, certains y voyant une érosion de l'unité nationale.

Les raisons et objectifs de la politique migratoire britannique

Les besoins économiques du Royaume-Uni ont toujours joué un rôle prépondérant dans sa politique migratoire. Le pays a eu recours à l'immigration pour répondre aux besoins du marché du travail, considérant les travailleurs immigrés comme un atout stratégique de sa croissance économique.

Besoins économiques et politiques migratoire britannique

Cette logique migratoire se retrouve tout au long de l'histoire britannique, de la reconstruction d'après-guerre à l'époque contemporaine. Après la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni, exsangue, a fait appel à une immigration de masse pour soutenir sa reconstruction et relancer son économie^{ix}. Cette politique a été facilitée par le *British Nationality Act* adopté en 1948, qui accordait la citoyenneté britannique aux ressortissants des anciennes colonies, ouvrant ainsi la voie à une immigration en provenance de pays comme l'Inde, le Pakistan et les Antilles. Au fil des années, l'immigration est restée une solution pour combler les pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs clés de l'économie britannique. Vincent Latour souligne l'importance de l'immigration pour des secteurs comme l'agriculture, l'horticulture et l'agroalimentaire^x. Ces secteurs, qui ont souvent recours au travail temporaire, ont du mal à attirer les travailleurs britanniques, et se tournent donc vers les travailleurs immigrés, qu'ils perçoivent comme plus flexibles et disponibles. L'immigration a également un impact sur la structure du marché du travail britannique. Latour note que l'immigration a provoqué un « *puissant effet de sélection*^{xi} » sur le marché du travail, notamment aux niveaux des moins qualifiés, où la main-d'œuvre britannique peut être écartée par les employeurs au profit de travailleurs immigrés.

L'immigration est aussi perçue comme une réponse au vieillissement de la population britannique^{xii}. Les travailleurs immigrés, souvent plus jeunes, contribuent au dynamisme de l'économie et au financement du système de protection sociale. Cependant, les besoins économiques ne sont pas les seuls facteurs qui influencent la politique migratoire britannique. Des considérations politiques, comme le contrôle de l'immigration et la protection de l'identité nationale, ainsi que des préoccupations sociales, comme l'intégration des migrants, entrent également dans la réflexion à long terme de la politique migratoire britannique dans sa globalité.

L'importance de l'héritage colonial et de ses liens avec le Commonwealth dans la politique migratoire britannique

L'héritage colonial du Royaume-Uni et ses liens étroits avec le Commonwealth ont façonné les flux et les débats sur l'identité nationale. L'acte fondateur, le *British Nationality Act* adopté en 1948, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, a accordé la nationalité britannique, et donc le droit de résidence, à tous les ressortissants des anciennes colonies britanniques, incluant les Indiens, les Pakistanais et les habitants des Antilles anglophones (Jamaïque, Barbade, etc.)^{xiii}. Cet acte, bien qu'affichant un universalisme en rupture avec le différentialisme colonial, a eu pour conséquence d'ouvrir la voie à une immigration importante en provenance des anciennes colonies. Cette vague a transformé le paysage ethnique et culturel du Royaume-Uni, posant les bases d'une société multiculturelle. L'immigration en provenance du nouveau Commonwealth (anciennes colonies à population majoritairement non européenne) s'est intensifiée dans les années 1950 et 1960.

Cette immigration a suscité des réactions hostiles au sein de l'opinion publique britannique, alimentant des tensions raciales et des débats sur l'intégration des nouveaux arrivants. Le

gouvernement conservateur de Harold Macmillan, face à la pression migratoire et à l'hostilité de l'opinion, a adopté le Commonwealth Immigrants Act en 1962. Cette loi, bien que présentée comme une mesure économique visant à privilégier l'immigration qualifiée, avait pour objectif de restreindre l'immigration en provenance des anciennes colonies non européennes. Le Commonwealth Immigrants Act de 1962 marque un tournant dans la politique migratoire britannique, amorçant une période de restrictions accrues sur l'immigration et donc un changement de paradigme en rupture avec le British Nationality Act de 1948. L'arrivée massive d'immigrants en provenance des anciennes colonies a remis en question la notion de « *britannicité* », suscitant des inquiétudes quant à la cohésion sociale et à la préservation des « *valeurs britanniques* ». Le concept de « *britannicité* », est utilisé pour évoquer les valeurs et les caractéristiques propres à la société britannique. Cependant, ce concept reste souvent vague et sujet à interprétations. Le test de citoyenneté « La vie au Royaume-Uni », entré en vigueur en 2007, illustre cette difficulté : il vise à évaluer les connaissances civiques des nouveaux immigrants, mais son contenu réel est plus axé sur des connaissances factuelles que sur une compréhension profonde de la « *britannicité* ».

L'adhésion à l'Union Européenne et son impact sur l'immigration au Royaume-Uni

L'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne en 1973 introduit de nouvelles dynamiques et complexifie la gestion des flux migratoires. L'adhésion a entraîné l'application du principe de libre circulation des personnes entre les États membres. Ce principe, garantissant aux citoyens européens le droit de vivre et de travailler dans n'importe quel pays de l'UE, a provoqué une augmentation significative de l'immigration en provenance d'autres pays européens, notamment après l'élargissement de l'UE en 2004 à des pays d'Europe centrale et orientale comme la Pologne. Cette immigration a contribué à combler les pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs, mais a également pu exercer une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail, notamment pour les travailleurs les moins qualifiés. L'immigration européenne est devenue un sujet de débat politique, certains partis poussés par l'opinion publique, ont commencé à exprimer des inquiétudes quant à son impact économique et social.

C'est ce qui a en partie motivé le départ de l'Angleterre de l'Union Européenne en 2016. À la suite du référendum sur le Brexit, la sortie de l'UE a mis fin au principe de libre circulation des personnes entre le Royaume-Uni et les autres États membres. Le gouvernement britannique a alors cherché à réorganiser sa politique migratoire et a mis en place un nouveau système d'immigration fondé sur un système de points, visant à contrôler l'immigration et à privilégier les travailleurs qualifiés. L'objectif étant de limiter l'immigration globale.

L'immigration comme « puissant courant politique sous-marin »

Dès les années 1960, Richard Crossman, ministre du gouvernement travailliste, évoquait l'immigration comme un "puissant courant politique sous-marin", soulignant la préoccupation latente de l'opinion publique face à l'immigration, souvent non exprimée par l'élite politique. Cette image souligne le décalage entre les discours politiques et les préoccupations de la population, faisant de l'immigration un sujet sensible et propice aux instrumentalisation politiques. Andrew Geddes (1998) note que la question des demandeurs d'asile est devenue un sujet central du débat sur l'immigration, avec une couverture médiatique souvent négative, amplifiant les craintes d'une « *submersion* » par des « *marées* » de migrants. L'immigration est souvent associée à des questions de sécurité, d'identité nationale et de cohésion sociale. L'exemple du « *bigotgate* » en 2010^{xiv}, impliquant le Premier

ministre Gordon Brown et une électrice travailliste préoccupée par l'immigration en provenance d'Europe de l'Est, illustre la sensibilité de la question et son impact sur les campagnes électorales. Cette approche soulève des questions sur la nature et les objectifs de l'intégration, et sur les tensions potentielles entre contrôle et inclusion. Pris dans un étau, tiraillé entre l'argument qu'un État providence généreux attire les migrants, tandis que les autres soulignent la contribution des migrants au financement du système de protection sociale, le contrôle de l'immigration est parfois présenté comme un moyen de protéger l'État providence et de garantir sa pérennité.

La coopération franco-britannique pour contrôler l'immigration clandestine

La coopération entre la France et le Royaume-Uni pour contrôler l'immigration clandestine met en lumière une longue histoire d'accords bilatéraux visant à restreindre l'accès au territoire britannique. Cette coopération, marquée par un renforcement constant des contrôles et un déplacement progressif de la frontière britannique sur le sol français, suscite de nombreux débats et controverses. Le traité de Sandhurst, entré en vigueur en 2018, est l'exemple le plus récent de cette coopération franco-britannique. Ce traité vise à « *renforcer la coopération pour la gestion coordonnée de leur frontière commune* », notamment en luttant contre les réseaux criminels, la fraude et l'immigration clandestine. Il prévoit un financement britannique de 50 millions d'euros pour renforcer la sécurité aux frontières, notamment à Calais. Le traité a été vivement critiqué par certains observateurs, qui dénoncent un renforcement des contrôles et un déplacement de la frontière britannique sur le sol français. Ce traité s'inscrit dans une longue série d'accords bilatéraux conclus entre la France et le Royaume-Uni depuis 1986. Ces accords, toujours plus rigoureux et coercitifs, visent à restreindre, voire à empêcher, l'accès des exilés au territoire britannique. Ils ont mis en place un régime juridique *ad hoc* qui concurrence, voire neutralise, les législations nationales, européennes et internationales en matière de droit des migrations et de droits de l'homme. Le traité du Touquet (2003) est un tournant majeur dans cette coopération, qui a eu pour effet de déplacer la frontière britannique sur le territoire français.

Ce traité a permis aux autorités britanniques d'effectuer des contrôles d'immigration dans les ports et gares français, avant même que les voyageurs n'embarquent pour le Royaume-Uni. Il a ainsi créé une situation unique en Europe, où la France est chargée de contrôler l'accès au territoire d'un autre État membre.

Autre point fort de la coopération franco-britannique : la politique de retours, qui vise à renvoyer les migrants en situation irrégulière dans leur pays d'origine. Le traité de Sandhurst prévoit un renforcement de cette politique, notamment par la mise en place de « *programmes conjoints pour le retour* » et un soutien financier britannique pour les opérations de rapatriement. Cette politique est controversée, car elle pose des questions éthiques et juridiques, notamment en ce qui concerne le respect des droits des migrants et la possibilité de les renvoyer dans des pays où leur sécurité n'est pas garantie. Le traité de Sandhurst prévoit également des dispositions spécifiques pour l'accueil des mineurs non accompagnés (MNA) au Royaume-Uni. Ces dispositions visent à faciliter le regroupement familial des MNA et à permettre à ceux qui n'ont pas de liens familiaux au Royaume-Uni de demander l'asile. Mais ces dispositions restent très limitées et ne répondent pas à l'ampleur des besoins, notamment en ce qui concerne le nombre de places disponibles et les critères d'éligibilité.

Typologie des flux migratoires au Royaume-Uni de la Seconde Guerre mondiale à nos jours

Historiquement, le Royaume-Uni a été davantage marqué par l'émigration, notamment vers les anciens dominions, que par une immigration de masse. Le point de bascule s'est opéré après la Seconde Guerre, lorsque le pays élaborait des politiques d'immigration (anticipées dès l'entre-deux-guerres) destinées à répondre aux besoins de la Reconstruction.

À partir des années 50 : une immigration postcoloniale massive

En 1948, le British Nationality Act ouvre la voie à une immigration postcoloniale massive, en accordant la nationalité britannique à tous les sujets de l'Empire britannique.

Dès les années 1950, des immigrants en provenance des Antilles britanniques, notamment de la Jamaïque, commencent à arriver au Royaume-Uni. Cette nouvelle vague migratoire modifie en profondeur la composition ethnique et culturelle du pays. Face à l'augmentation de l'immigration postcoloniale, le gouvernement britannique met en place des mesures pour restreindre les flux migratoires dès le début des années 1960.

1962-1980 : une double stratégie de contrôle de l'immigration non qualifiée et d'intégration des immigrés existants

L'adoption du Commonwealth Immigrants Act en 1962 marque un changement radical dans la politique migratoire britannique. Cette loi, introduisant le critère de "qualification recherchée" pour les candidats à l'immigration, visait à limiter l'immigration non qualifiée en provenance des anciennes colonies, en particulier celles à population majoritairement non-européenne. Bien que la loi s'applique en théorie à tous les citoyens du Commonwealth, son objectif réel était de freiner l'immigration en provenance d'Asie du Sud et des Caraïbes, tandis que les citoyens d'origine européenne (Canadiens, Australiens, Néo-Zélandais) continuaient de bénéficier d'une liberté d'installation quasi-totale.

Cette politique restrictive a entraîné une diminution de l'immigration en provenance d'Inde et du Pakistan, accentuée par des restrictions sur l'émission de passeports. Cependant, l'immigration postcoloniale ne s'est pas arrêtée pour autant.

Succédant à l'immigration économique et principalement masculine des premières années, le regroupement familial est devenu le principal flux migratoire jusqu'au début des années 1980^{xv}. Ce flux a eu un impact profond sur la composition ethnique du Royaume-Uni, favorisant l'installation durable de familles originaires des anciennes colonies.

Parallèlement à la restriction de l'immigration, le gouvernement travailliste de Harold Wilson, arrivé au pouvoir en 1964, a mis en place une législation anti-discrimination. L'adoption des Race Relations Acts de 1965, 1968 et 1976 rend illégale la discrimination raciale dans l'emploi, le logement et l'accès aux services publics. Cette double stratégie, combinant restriction migratoire et promotion de l'égalité raciale, témoigne d'une volonté de contrôler les flux migratoires tout en favorisant l'intégration des immigrés déjà présents sur le territoire britannique.

1980-2004 : une ascension sociale des immigrés de première génération, mais une persistance de l'immigration postcoloniale

Malgré les restrictions, l'immigration en provenance des anciennes colonies s'est poursuivie durant cette période. L'Inde, le Pakistan et les Caraïbes sont restées des sources importantes d'immigration, alimentées en partie par le regroupement familial mais aussi par des flux d'étudiants et de travailleurs qualifiés.

L'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne en 1973 a favorisé l'arrivée de citoyens européens. Ce flux migratoire, initialement modeste, a progressivement augmenté au fil des années, notamment après l'élargissement de l'UE en 1986.

L'immigration pour des raisons familiales, autres que le regroupement familial, comme le mariage avec un citoyen britannique, est devenue un flux migratoire non négligeable. Ce phénomène témoigne de l'intégration croissante des immigrés de première génération dans la société britannique.

Durant cette période, on constate une ascension sociale notable de certaines minorités ethniques, notamment d'origine chinoise et indienne. Ces groupes se distinguent par un niveau d'instruction, un taux d'emploi et des revenus souvent supérieurs à ceux de la population blanche. Cette réussite socio-économique s'explique par divers facteurs, tels que l'importance accordée à l'éducation au sein de ces communautés, un fort esprit entrepreneurial et une concentration dans des secteurs économiques porteurs. D'autres minorités, comme les Pakistanais et les Bangladeshis, restent confrontées à des difficultés socio-économiques, notamment en raison d'une discrimination persistante sur le marché du travail et d'un accès inégal aux services publics.

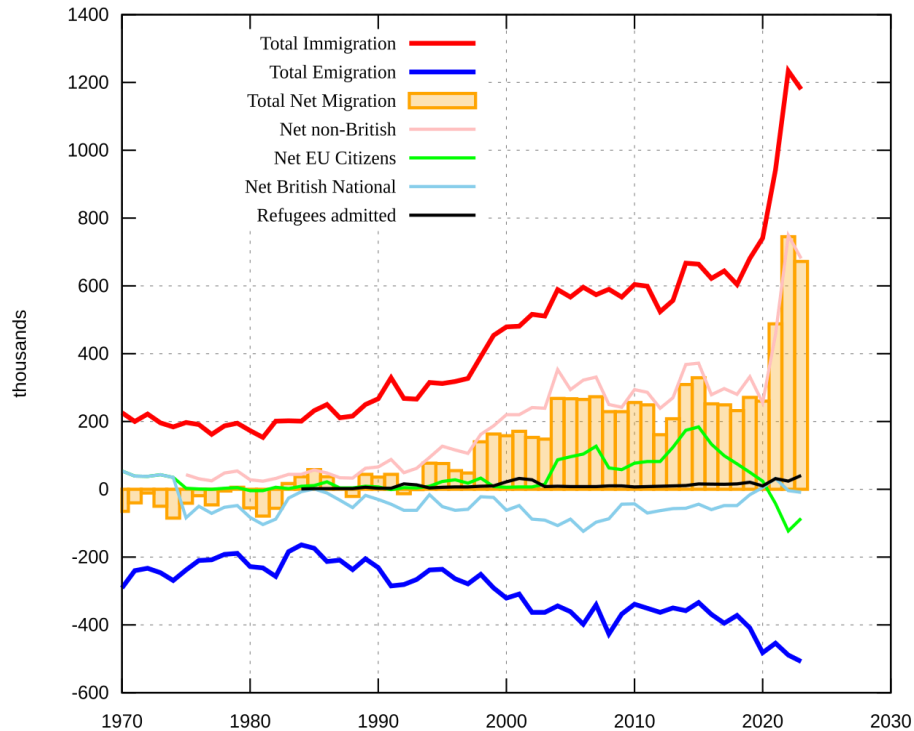
De 2004 à aujourd'hui : une absence de stratégie migratoire conduisant à une explosion des migrations

L'élargissement de l'Union Européenne en 2004 à dix nouveaux États membres, principalement d'Europe centrale et orientale, a eu un impact majeur sur les flux migratoires au Royaume-Uni. La libre circulation des personnes, principe fondamental de l'UE, a permis aux citoyens des nouveaux États membres de s'installer et de travailler librement au Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni, contrairement à d'autres pays européens, a choisi de ne pas imposer de restrictions à l'accès au marché du travail pour les citoyens des nouveaux États membres. Cette décision a entraîné une vague d'immigration massive, motivée par des opportunités de travail et des salaires plus élevés qu'en Europe de l'Est. Cette immigration a atteint un pic en 2006-2007, contribuant à une augmentation significative de la population du Royaume-Uni. Parallèlement à l'immigration européenne, l'immigration étudiante, en provenance de pays européens et non européens, a connu une forte augmentation. Le Royaume-Uni, avec son système éducatif réputé, est devenu une destination attractive pour les étudiants étrangers. Ces étudiants, contribuant à la diversification des flux migratoires et à l'économie britannique, choisissent souvent de rester au Royaume-Uni après leurs études, obtenant des visas de travail.

L'immigration pour des raisons familiales est restée un flux important durant cette période. En 2016, 89.341 permis de résidence ont été délivrés pour des raisons familiales. Le regroupement familial, le mariage avec un citoyen britannique et l'installation de parents âgés auprès de leurs enfants installés au Royaume-Uni contribuent à ce flux migratoire.

Depuis 2010, le Royaume-Uni connaît une augmentation significative de l'immigration légale. En 2022, la migration nette a atteint un niveau record de 745.000 personnes, soit plus du double du chiffre enregistré en 2016 (329.000)^{xvi}. En 2023, la migration nette s'élevait à 672.000, contre 607.000 l'année précédente. Les trois principales nationalités non européennes parmi les immigrants récents sont les Indiens, les Nigériens et les Chinois^{xvii}.



“Demographics of the United Kingdom”, 2022. Données de l'Office des Statistiques Nationales britannique, incluant les citoyens de l'UE et les réfugiés.

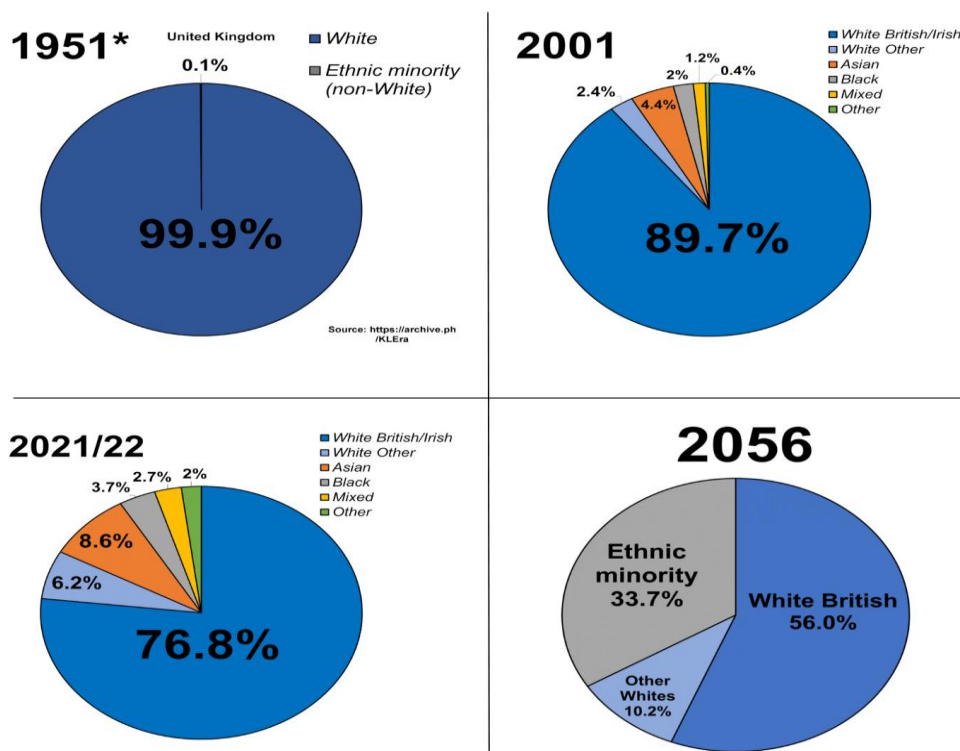
Une transformation drastique de la composition ethnique du Royaume-Uni : les Britanniques blancs pourraient devenir une minorité d'ici 2066

Avant la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni était un pays relativement homogène sur le plan ethnique, avec une population majoritairement blanche et britannique. L'immigration irlandaise et juive au XIXe siècle a contribué à une certaine diversification, mais ces groupes sont restés minoritaires.

Après la Seconde Guerre mondiale, le paysage ethnique du Royaume-Uni a subi une transformation profonde, principalement due à l'immigration postcoloniale qui a renforcé les communautés indiennes, pakistanaïses et africaines.

Par la suite, l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne en 1973 a favorisé l'arrivée de citoyens européens, notamment en provenance de Pologne, de Lituanie et de France. Le pays a depuis connu une immigration nette positive, qui se composait principalement d'une immigration en provenance de l'Union européenne. Par exemple, en 2016, l'immigration nette en provenance de l'UE était de 322.000, tandis que l'immigration nette en provenance des pays non-membres de l'UE était de 82.000.

Démographie ethnique du Royaume-Uni de 1951 à 2021, et projections jusqu'en 2056



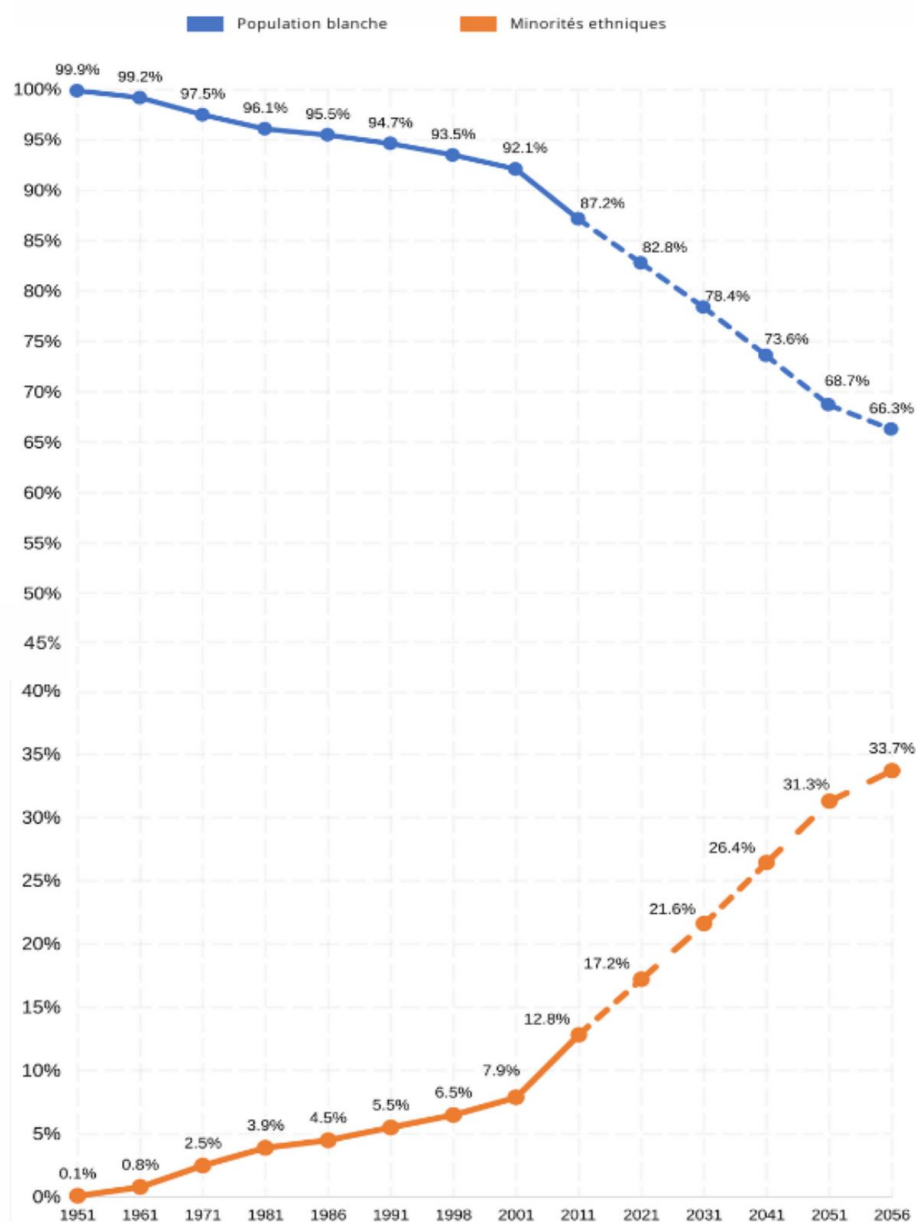
“Demographics of the United Kingdom”, 2022. Données extraites de “The Demographic Characteristics of Immigrant Populations” du Conseil de l'Europe, de l'Office des Statistiques Nationales britannique, et de “Projections of the Ethnic Minority Populations of the United Kingdom 2006-2056” de David Coleman pour les projections au-delà de 2011.

Depuis le Brexit, l'immigration massive que connaît le Royaume-Uni est principalement extra-européenne. En 2021, l'immigration nette en provenance de l'UE était de 68.000, contre 322.000 en 2016. Dans le même temps, l'immigration nette en provenance des pays non-membres de l'UE a augmenté. En 2021, l'immigration nette en provenance des pays non-membres de l'UE était de 226.000, contre 82.000 en 2016. Les trois principales nationalités non européennes parmi les immigrants récents sont les Indiens, les Nigériens et les Chinois. L'évolution de la composition ethnique du Royaume-Uni est reflétée dans les données du recensement. En 1991, la population blanche britannique représentait 94.5% de la population totale. Ce chiffre a chuté à 87.2% en 2011, puis à 83% en 2021/2022. Dans le même temps, la part des minorités ethniques a augmenté de manière significative, passant de 5.5% en 1991 à 16.95% en 2021/2022.

Les projections démographiques concernant la population ethnique au Royaume-Uni, élaborées par le professeur David Coleman de l'Université d'Oxford^{xviii}, indiquent que **les Britanniques blancs pourraient devenir une minorité d'ici 2066** si les niveaux d'immigration actuels se maintiennent. Selon Coleman, la proportion de cette population, qui représente actuellement environ 80%, pourrait chuter à 59% d'ici 2051, avec des ethnies jusqu'alors minoritaires atteignant 40% de la population d'ici 2050.

Coleman souligne que cette évolution démographique est principalement due à des niveaux d'immigration records et à une émigration significative de Britanniques blancs. Il précise que même si le gouvernement parvenait à réduire l'immigration nette à 80.000 par an, les Britanniques blancs pourraient encore passer sous la barre des 50% vers 2080. Les grandes villes comme Birmingham et Londres pourraient connaître ce changement bien plus tôt, dès cette décennie, notamment dans les groupes d'âge plus jeunes.

Évolution de la population blanche et des minorités ethniques au Royaume-Uni, avec projections jusqu'en 2051



“Demographics of the United Kingdom”, août 2022. Données extraites de The Demographic Characteristics of Immigrant Populations du Conseil de l'Europe pour les pourcentages antérieurs à 1991, des recensements de 1991, 2001 et 2011 et de “Projections of the Ethnic Minority Populations of the United Kingdom 2006-2056” de David Coleman pour les projections au-delà de 2011.

Les choix politiques migratoires : l'économie ne se pose pas de question

La période qui marque l'après seconde guerre mondiale marque une politique relativement ouverte pour l'immigration. Plusieurs raisons sont à relever : il s'agit tout d'abord d'une période de reconstruction ; il faut donc une main d'œuvre abondante pour reconstruire le pays en partie ravagé par la guerre et les bombardements. Rappelons ensuite que l'émigration au lendemain de la guerre est de nouveau importante : or depuis la crise des années 30, pour la première fois depuis longtemps, l'immigration était plus forte que l'émigration ; mais à partir de 1946 le nombre de sorties excède celui des entrées. Pour permettre au pays de se reconstruire, il est donc essentiel de maintenir une démographie élevée, et donc ne pas perdre de population.

Période d'après-guerre : relancer la démographie britannique

Ces deux grandes raisons justifient donc une politique souple d'immigration (British Nationality Act en 1948). C'est au sortir de la guerre une immigration majoritairement européenne qui entre au pays : la grosse partie est constituée par les Polonais. Cependant cette immigration ne suffit pas aux besoins matériels du pays. La politique de facilitation du British Nationality Act cherche donc à favoriser une plus grande main d'œuvre, notamment peu qualifiée. Mais cette politique n'est pas encore suffisante car les excédents des sorties demeurent jusqu'en 1957.

Il faut noter un changement à partir de 1958 : l'immigration l'emporte sur l'émigration. Et cela est notamment dû aux fortes vagues d'immigration venues des anciennes colonies ou des colonies résiduelles. Leur nombre quadruple entre 1952 et 1958 et quadruple encore en 1962. Ce renversement est encouragé par la reprise des affaires que marque la victoire des Conservateurs en 1959. Il semble que l'on puisse affirmer que cette immigration est moins due à des politiques favorisant spécifiquement l'immigration qu'aux progrès économiques : on peut en effet constater a contrario que lors des récessions de 1952-1953 et de 1958-début 1959, on observe une diminution des arrivées et une augmentation des retours. Ce n'est qu'avec cette forte vague d'arrivée d'immigrés notamment extra européens que la question migratoire devient un enjeu politique en Angleterre.

En effet, elle était un sujet plutôt économique, concernant les grands patrons qui cherchaient une main d'œuvre peu qualifiée, abondante et bon marché. Les Antillais vont plutôt dans les transports, l'hôtellerie et les hôpitaux. Les Indiens et Pakistanais sont reconnus à partir de l'année 1957 comme des ouvriers efficaces dans l'industrie. La première à faire appel à eux est une firme de caoutchouc de Hayes espérant que les conditions chaudes et humides de travail ne les dérangerait pas. Ils sont ensuite largement recrutés dans l'industrie lainière du Yorkshire : ils sont notamment appréciés pour leur empressement à accepter le travail de nuit.

La question de leur assimilation dans la société se pose de manières différentes : les Antillais sont désireux de s'assimiler, acceptant notamment d'abandonner leurs pratiques religieuses pour plaire à la classe ouvrière déchristianisée, usant de l'anglais comme langue maternelle ; cependant la question raciale demeure un vrai sujet de tension. Quand les journaux de l'époque commencent à aborder la question de l'immigration, en parlant du « dark million », ils sont bien évidemment comptés à côté des Indiens et Pakistanais. Ces derniers cependant viennent pour peu de temps. Les populations les plus rétives à l'assimilation sont les Pakistanais et les Chinois (mais qui sont peu nombreux, environ 50 000 à cette époque)^{xix}.

Changement de politique des années 1960 : une critique de façade

A partir de ce renversement de la fin des années 1950, l'opinion publique commence à voir d'un œil craintif cette immigration extra européenne. Cela est sans doute dû à leur nombre grandissant et au refus de toute politique d'intégration : le choix de l'immigration fait par les patrons et les politiques est purement économique. Quel intérêt à prendre du temps à intégrer des Pakistanais et des Indiens qui repartent rapidement dans leurs pays ? De plus, ces vagues étant originaires des pays du Commonwealth, pourquoi leur demander plus que ce qui était demandé dans la politique coloniale britannique ?

Cela a poussé donc les politiques à mener une politique de réduction de l'immigration non qualifiée : le gouvernement conservateur d'Harold MacMillan fait passer une loi en 1961, appliquée en 1962 qui réduit drastiquement les possibilités pour l'immigration du nouveau Commonwealth (Inde, Pakistan, Jamaïque) de s'installer : le Commonwealth Immigration Act^{xx}. Il semble que cette loi soit plus motivée politiquement qu'économiquement. Des forts mouvements d'opposition à l'immigration extra européenne se manifestaient en effet, et ce depuis le milieu des années 50 : émeutes anti-Noirs de Liverpool en 1948 et de Notting Hill et Nottingham en 1958. Cette loi est suivie en 1971 de l'Immigration Act et en 1981 du British Nationality Act qui donnent une définition restrictive de la citoyenneté britannique : celle-ci est mesurée désormais au lieu de naissance ; et sont imposés à tous les non-citoyens du régime des permis de travail sans droit d'établissement permanent. C'est donc officiellement une politique de réduction de l'immigration qui est menée^{xxi}.

Cependant le regroupement familial qui s'accélère dans les décennies 1960 et 1970, a un impact démographique plus important que l'immigration économique des années 1948-1962. Cette période est aussi marquée par une approche multiculturaliste de l'immigration, reconnaissant et valorisant la diversité culturelle des communautés immigrées.

Cette approche est notamment la conséquence des choix politiques du Premier ministre travailliste Harold Wilson (1964-1970 puis 1974-1976), conscient que l'opinion britannique était majoritairement hostile à l'immigration (notamment dans les milieux ouvriers) : il était donc impensable de revenir sur les lois restrictives des conservateurs.

Cependant, il menait une politique condamnant les discriminations raciales et instaurant les premières tentatives de « discrimination positive » (lois de 1965, 1968 et 1976). Les gouvernements conservateurs ne sont jamais revenus sur ces lois^{xxii}. Celles-ci ne favorisaient pas du tout une intégration sous la forme d'une assimilation, mais une cohabitation culturelle. Les deux partis semblent ainsi s'établir sur un consensus de limitation des flux et de politique multiculturelle.

La mort politique du multiculturalisme au tournant du XXIe siècle ?

Ce multiculturalisme est promu par la classe politique comme une solution aux problèmes d'immigration (affrontements entre la police et les Antillais entre 1980 et 1985). Ce consensus semble perdurer malgré les difficultés récurrentes, comme la crise des *Versets Sataniques* de Salman Rushdie, ou bien émeutes interethniques de 2001 entre Antillais et Pakistanais/Bangladais. Les rapports locaux semblent indiquer alors cette politique multiculturelle comme cause de ces divisions ethniques. La grande question qui se pose alors est celle de l'islam, et les attentats de 2005 ne font que renforcer ce débat. Les gouvernements successifs ne font alors que pointer la mort de ce multiculturalisme à l'anglaise (Tony Blair, Gordon Brown, coalition).

Les années 2000 sont marquées par une forte augmentation du nombre d'immigrés. Plusieurs raisons sont à évoquer : l'élargissement de l'UE en 2004 a permis à de nouveaux travailleurs

au sein de l'UE de franchir les portes de l'Angleterre ; il s'agissait pour cette dernière de combler les pénuries de main-d'œuvre dans l'agriculture, la construction et les services. C'est pour cette raison économique que le Royaume-Uni a ouvert son marché du travail aussi rapidement et avec aussi peu de contraintes pour les travailleurs européens. Une hausse des demandes d'asile est aussi à noter, en provenance de l'Irak et du Zimbabwe notamment.

Mais les politiques, bien que cherchant à favoriser l'immigration d'un point de vue économique, doivent aussi contenter une opinion publique de plus en plus réticente à l'immigration. Déjà, lors du discours d'Enoch Powell en 1968, une grande partie de la population (entre 67 et 82%) était sensible aux thèmes abordés par la politique critique de la dissolution de l'identité britannique.

Quand 5,6 millions d'immigrés entrent au Royaume-Uni dans les années 2000, le débat sur la question de l'identité britannique prend une véritable dimension politique. En 2005, les conservateurs signent le manifeste « Pensez-vous la même chose que nous ? » (Are you thinking what we're thinking?), qui affirme : « ce n'est pas être raciste que de contrôler l'immigration ».

La solution qui semble alors trouvée par les politiques pour jouer sur les deux tableaux, économique et opinion publique, semble être la fermeté croissante à propos de l'immigration clandestine et des demandeurs d'asile. Une politique drastique est ainsi menée par le Premier Ministre travailliste Tony Blair : expulsion de 10 000 réfugiés en 2002, restriction du droit d'appel pour ceux provenant de pays sur "liste blanche" (pays sans réelle menace), carte d'identité obligatoire pour tout adulte résident.

La question de l'immigration légale n'est donc pas posée, pas plus que celle d'une possible intégration (malgré les tests citoyenneté de 2002 et 2007). Ce n'est qu'avec Jeremy Corbyn en 2015 qu'une approche plus progressiste ne revient au sein du parti travailliste : il plaide pour une politique plus généreuse d'accueil et moins discriminante. Aujourd'hui le parti semble diviser entre cette tradition plus "progressiste" et le désir de parler à une opinion publique majoritairement hostile à une immigration non contrôlée.

Keir Starmer a abandonné le projet controversé d'expulsion de migrants vers le Rwanda, mais il demeure ferme sur la question de l'immigration illégale. Il semble avoir compris que sa base électorale demeure très sensible à la question migratoire, et plutôt éloignée des aspirations "progressistes" des ONG et des têtes du parti (comme le rappelle le "bigotgate" de Gordon Brown de 2010^{xxiii}^{xxiv}).

Durant les années 2010, le parti conservateur n'a cessé de renforcer sa position stricte vis-à-vis de l'immigration (Cameron, May, Johnson), notamment à cause de la forte croissance de l'immigration issue des accords avec l'UE de 2004 et de la concurrence de l'UKIP sur sa droite qui l'a forcé à durcir son discours pour ne pas perdre une partie de sa base électorale. La question de l'immigration est revenue au moment de la pandémie du Covid et sortie à la sortie de la crise : la perte de la main d'œuvre s'est fait sentir dans les secteurs des transports, de l'hôtellerie, de la restauration et de l'agriculture. Les patrons ont tiré la sonnette d'alarme et cherché à faire pression sur les autorités publiques. Cependant celle-ci est demeurée stricte et a argué d'une vision de long terme en encourageant une immigration plus qualifiée^{xxv}.

Avec l'élection de Kemi Badenoch à la tête du parti le 2 novembre 2024, le parti semble se durcir sur la matière, quand elle affirme que l'immigration "n'est pas bonne" et que "toutes les cultures ne se valent pas"^{xxvi}. Est-ce que la politique traditionnelle du Royaume-Uni en termes de multiculturalisme serait questionnée de manière profonde, ou n'est-ce qu'une rhétorique électorale ?

Les modèles d'intégration britanniques, d'un tango assuré à une valse macabre

À des fins de compréhensions sur le silence médiatique des viols de Bradford, il convient d'examiner la chronologie et la superposition des différents modèles d'intégrations employés par les Britanniques depuis l'établissement du Commonwealth à nos jours.

En premier lieu, il faut entendre que l'élite britannique, connue pour son pragmatisme et son sens réputé du commerce^{xxvii}, avait déjà une compréhension relative des cultures étrangères grâce à l'essor de l'anthropologie sociale qui se traduit dès le XIX^{ème} siècle dans la tradition intellectuelle anglaise par la théorie fonctionnaliste^{xxviii} de Bronisław Malinowski (1884-1942)^{xxix}.

Elle est fille des travaux fondés sur l'étude sociologique de la langue par le philosophe Émile Durkheim (1858-1917)^{xxx}, et de l'anthropologue américain Franz Boas (1858-1942), précurseur du relativisme culturel et du diffusionnisme^{xxxi}, s'opposant à l'évolutionnisme.

En héritage de ses racines vikings, le Royaume-Uni a su dominer le commerce maritime au niveau mondial pour développer son Empire, en plus d'avoir été le berceau de la première Révolution industrielle renforcée par des institutions financières solides comme la Bourse de Londres (création en 1801) et la Banque d'Angleterre (création le 27 juillet 1694).

Ces dernières ont été les piliers du commerce mondial et elles en sont toujours un soutien.

Par ailleurs, les Britanniques n'ont pas cherché à acculturer, dans l'absolu, les peuples compris dans leur empire. Ils ont plutôt eu tendance à exercer une domination par la langue et l'éducation anglaise, qui sont toujours le fondement des modèles d'intégration britanniques. Ces modèles visent à tirer profit des qualités culturelles et économiques des pays colonisés. C'est en quelques sortes, ce qui serait défini aujourd'hui comme de l'intelligence économique culturelle.

Il y a trois points d'inflexion remarquables dans la stratégie sociale et économique britannique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale à nos jours, qui sont évidents concernant les deux plus grosses communautés d'immigrés au Royaume-Uni : les Pakistanais et les Indiens, établis principalement à Bradford, Birmingham et Londres.

1) 1948-1962 : De l'Empire au Commonwealth - L'intégration des premiers migrants post-coloniaux pour tirer parti de leurs qualités culturelles

Après l'Indépendance de l'Inde et du Pakistan en 1947, les populations colonisées sont assimilées et obtiennent des avantages sociaux pour garder de la part des Britanniques un lien économique avec leurs anciennes colonies. Elle initie une vague d'immigration massive qui répond à une reconstruction du pays après la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit de combler le manque de main-d'œuvre dans les secteurs indispensables de la santé, des transports et de l'industrie. Le premier modèle d'intégration assimilationniste attend implicitement des immigrants qu'ils adoptent les normes et coutumes britanniques, afin d'avoir des citoyens "conformes" s'habillant et se comportant en limitant leur expression culturelle dans l'espace public. Ce modèle social d'intégration est un échec puisqu'il n'a pas pris en compte les asymétries de pouvoir entre les natifs britanniques et les immigrés indo-pakistanaïses, considérés comme des « autres » devant s'adapter à une culture dominante. Bradford devient un centre industriel de travailleurs pakistanais.

Les tensions raciales^{xxxii} entre les communautés hindoues, bouddhistes, sikh^{xxxiii} et musulmanes^{xxxiv} se ravivent et s'expliquent par leur histoire commune. Dans le même temps, le Riot de Notting Hill de 1958 exprime des mouvements anti-immigrations

commencent à émerger, influençant les politiques futures et jetant les bases d'un continuel débat sur l'immigration et son intégration au sein de la Société britannique.

2) *1962-1997 : Contrôle et multiculturalisme - Vers une gestion différenciée de l'Immigration, tremplin social de la petite classe britannique*

En 1962, le Commonwealth Immigrant Act vient répondre à ces faits de société en marquant la fin de l'ouverture totale et le début des contrôles migratoires, ce qui structure inéluctablement une différenciation entre les citoyens britanniques métropolitains et ceux issus des pays de l'ancien Empire britannique. Il exprime donc une intégration ségrégationniste et marginalisante, cantonnant principalement les premières générations d'immigrés indiens et pakistanais à des emplois précaires et mal rémunérés^{xxxv}, au moins jusque dans les années 1990, après l'adoption de la loi du 3 mai 1978 sur la discrimination raciale au Royaume-Uni et son impact sur la société. Une politique d'acculturation est vite appliquée pour intégrer les immigrants, par l'évangélisation chrétienne, l'accès élargi à l'éducation (Test de citoyenneté), l'aménagement urbain des anciennes villes coloniales, entre autres. Elle est sensée promouvoir l'égalité des chances et combattre la discrimination sociale englobant les minorités ethniques. Elle va servir de levier ascensionnel pour les communautés indo-pakistanaïses, économiquement dynamiques et dotées d'un strict respect des lois et des normes sociétales conditionné par la tradition d'un système de castes dans les cultures indiennes et pakistanaïses. L'éminent sociologue Tariq Modood (1952-) enseignant à l'Institut d'études politiques de Londres, à la fois un résultat social évocateur de ce modèle d'intégration, duquel il était pleinement conscient^{xxxvi}.

En 1981, les tensions raciales et les problèmes d'immigration se ravivent à nouveau à Brixton and Toxteth pour aboutir cette fois sur la reconnaissance d'une diversité sociale et culturelle de la population britannique. Les Britanniques se positionnent sur le modèle du multiculturalisme appuyé par le Swann Report (1985) recommandant des réformes éducatives pour promouvoir le nouveau modèle d'intégration et l'égalité des chances. Les minorités indo-pakistanaïses étaient donc reconnues comme organiques à la Société britannique, que ce soit par les Sikh employés dans la police britannique ou les communautés indo-pakistanaïses qui se distinguent de plus en plus en tant que des commerçants et cadres d'entreprise innovants.

Les élites britanniques se ravissent, comprenant qu'ils sont désormais dans un rapport de force économique en tension avec les minorités qu'ils gouvernent et dont ils ont besoin pour assurer la stabilité et le bon fonctionnement du Royaume-Uni.

3) *1997 à nos jours : Diversité sous tension – La valse macabre des politiques d'intégration dans l'ère de la mondialisation*

A partir de 1997, le multiculturalisme se renforce par la politique du New Labour Government, sous la gouvernance de Tony Blair, et se superpose aux modèles sociaux des diasporas. Elles se développent en réseaux, avec des organisations communautaires et des entreprises maintenant des liens étroits avec leurs pays d'origine.

Ils contribuent par ce biais socio-politique à l'économie de leurs pays d'origine tout en participant à l'économie britannique. Consciente du potentiel majeur de ce système économique, l'aristocratie Britannique avait arrangé le mariage du prince héritier en 1981 avec la duchesse Diana Spencer (1961-1997) comme icône du soft power

britannique, incarnant la madone charitable surnommée “reine des cœurs” et véritable ambassadrice britannique auprès des pays du sud économique.

La construction du plus grand temple hindouiste d'Europe à Londres, le Temple Neasden achevé en 1995, et la grande Mosquée Baitul Futuh inaugurée en 2003 expriment concrètement le multiculturalisme dans l'espace architectural urbain londonien. Le poids économique des communautés britanniques musulmanes et hindoues est donc bien reconnu, au travers d'une expression culturelle significative et pérenne dans le temps, qui indique une volonté de la part du Royaume-Uni de vouloir entretenir de bonnes relations avec ses anciennes colonies.

Conscient d'un basculement des rapports de forces économiques, le gouvernement britannique soutient ses efforts de stratégies culturelles par une politique du cosmopolitisme pour construire une identité globale valorisant la diversité culturelle. Elle est vite limitée par la crise migratoire en Europe, qui est l'une des causes du Brexit.

Du référendum du Brexit en 2016 à la crise du COVID en 2020, la politique économique britannique s'appuie sur un modèle d'intégration transnationaliste des communautés pakistanaïses et indiennes, prônant les valeurs universelles et la citoyenneté mondiale.

Le scandale Windrush, en 2018, ouvre la voie aux débats et revendications sociales des minorités indiennes et pakistanaïses à leur réalité sociale, composée de défis et d'injustices auxquels elles sont confrontées depuis longtemps, soulignant l'importance des liens transnationaux. Cette libération de la parole a lieu à une période où Sadiq Khan (1970-), d'origine pakistanaïse, est élu maire de Londres depuis 2016 et réélu pour la troisième fois en 2024 démontrant la nécessité de positionner une figure d'autorité à un poste politique clé, à la fois pour l'image médiatique mais aussi pour être à la portée de la majorité citoyenne britannique.

Pour pallier cette brèche sociale, le mouvement *Black Lives Matter* en 2020 dénonce les inégalités raciales, les Britanniques, davantage fragilisés par leur dépendance au système de transnationalisme, tentent une politique d'intégration inter culturaliste pour progresser vers une compréhension mutuelle intra-sociétale.

Cette perspective s'inscrit dans le Nouveau Plan pour l'Immigration proposé par le gouvernement Britannique en 2021.

Cependant, il apparaît clair que les Britanniques se voient contraint d'adopter une posture diplomatique où ils semblent ne plus avoir le dessus. Depuis la mort d'Elizabeth II, les diffusions exponentielles de courtes vidéos sur les réseaux sociaux sur la cruauté et l'humiliation publique dont Diana Spencer avait fait l'objet de la part de la famille royale et du Prince Charles, montre un rejet de l'autorité britannique de la part du peuple immigré qui se retrouve à travers son histoire.

Mal-aimé et désavoué, le monarque désormais en place se voit affublé, en mai 2024, d'un tableau officiel rouge vif dont les mouvements de pinceau sont saccadés et l'atmosphère sordide qui s'en dégage, à l'image du destin cynique de la princesse Diana, martyre des communautés immigrées britanniques.

Une synthèse amère sur l'inévitable échec des stratégies d'intégration britannique

Les conséquences contemporaines des modèles d'intégrations successifs employés par les Britanniques sont mitigés. Bien qu'une partie des diasporas indiennes et pakistanaïses se soit hissée dans les sphères politiques et économiques clés du Commonwealth, l'autre trouve également son autonomie dans leurs cultures sources qui connaissent désormais une

économie et une influence florissante sur la scène internationale, parmi les pays émergents du Sud économique.

Le groupe Tata Consultancy Service et l'Empire Ambani en sont les manifestations les plus concrètes, implantées dans l'industrie, l'automobile, la télécommunication, l'informatique, la finance, avec une influence médiatique considérable.

Le mariage d'Anant Ambani en 2024, couvert médiatiquement sur plus d'une année, est une démonstration de pouvoir et de fastes exceptionnelle, contrastant avec l'extrême pauvreté que connaît la majeure partie de la population en Inde. Un luxe exhibé dans une époque qui connaît une aggravation des tensions géopolitiques internationales, manifestée principalement par la guerre en Ukraine en Europe.

Sur le même plan, une rétorque s'est faite assez rapidement de la part de la britannico-américaine Anna Wintour qui choisit pour thème du MET GALA 2024 *Le Jardin du Temps*, en référence au nouvel éponyme de J.G. Ballard, publiée en 1962. Le message subliminal, applicable aux deux contextes socio-économiques, exprime une volonté d'alerter un microcosme à l'abri d'une réalité par laquelle elle sera inévitablement rattrapée dans le temps.

Il est important de noter que malgré leurs avantages industriels, intellectuels et financiers initiaux, les Britanniques ont sous-estimé la capacité des communautés indiennes et pakistanaises à s'approprier la culture et la langue anglaise pour performer incontestablement au sein de l'économie mondiale. Un atout majeur, lorsqu'on sait que la pluralité des dialectes pakistanais et indiens, ainsi que leurs religions et modes de pensée ne sont toujours pas bien maîtrisés par l'élite britannique, qui ne les a toujours pas perçus que par le prisme du mercantilisme pour servir des stratégies de domination géopolitique, à l'instar des "*thrall*" vikings. Ils ont seulement exploité le système des castes, en maîtrisant les populations sous l'autorité de la caste des Brahmanes^{xxxvii}. Peut-être y avait-il une résonance cognitive entre leur système et celui des anciennes castes vikings^{xxxviii} qui est aux fondements de l'aristocratie anglaise ? L'assimilation cognitive s'est faite à sens unique : au profit des minorités du Commonwealth. Le silence médiatique jusqu'en 2024^{xxxix} sur les viols de Bradford sur plus de 4000 enfants, du début des années 1980 aux années 2010, traduit une prise de conscience anticipée des élites britanniques sur le temps qu'il leur reste à disposer d'un pouvoir qu'ils ne peuvent désormais plus exercer, dans les faits. Les rumeurs, depuis l'été 2024, d'un retour du Royaume-Uni sur la scène européenne seraient-elles la confirmation d'un aveu de faiblesse^{xl} ? Une inversion des rapports de force socio-économique s'est opérée dans le temps.

Le Royaume-Uni pourra-t-il continuer de compter sur la loyauté des communautés intégrées et sur le prestige de ses institutions culturelles et universitaires, véritables tremplins diplomatiques ?

Le multiculturalisme britannique : un modèle au bord de l'implosion ?

Le Royaume-Uni se trouve à la croisée des chemins. Son modèle multiculturaliste, longtemps loué pour sa capacité à intégrer des populations diverses, semble aujourd'hui à bout de souffle. L'immigration massive et la diversification ethnique accélérée ont engendré des tensions croissantes au sein de la société, remettant en question l'identité nationale et la cohésion sociale du pays.

Un modèle forgé par l'histoire

L'histoire du Royaume-Uni, marquée par des vagues d'immigration successives, a façonné son identité plurielle. En effet, ce multiculturalisme britannique trouve ses racines dans la

formation même du Royaume-Uni. Composé de quatre nations distinctes – l'Angleterre, le Pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande du Nord – le royaume s'est construit par agrégation, sans jamais imposer une assimilation culturelle systématique. L'idée d'un peuple « unique » et unifié culturellement est absente de l'ADN britannique, qui se perçoit depuis ses origines comme une union de plusieurs peuples sous l'autorité de la couronne anglaise. Ce multiculturalisme « naturel » s'explique également par l'influence du libéralisme politique, né en Angleterre avec des penseurs comme John Locke.

Le pragmatisme des élites britanniques, davantage préoccupées par la stabilité sociale et la prospérité économique que par l'homogénéisation culturelle, a également joué un rôle déterminant dans la gestion des populations immigrées.

Le multiculturalisme à l'épreuve des défis contemporains

Le modèle multiculturaliste britannique, ancré dans cette histoire et renforcé par l'héritage colonial, a d'abord permis une cohabitation relativement pacifique des différentes communautés. Cependant, l'immigration post-coloniale massive, initiée par le *British Nationality Act* de 1948, a profondément transformé le paysage ethnique et culturel du pays, posant les bases d'un multiculturalisme exacerbé qui, aujourd'hui, montre ses limites.

Les projections démographiques sont alarmantes : les Britanniques blancs pourraient devenir minoritaires d'ici 2066 si les niveaux d'immigration actuels se maintiennent. Cette évolution démographique fulgurante alimente les craintes d'une dilution de l'identité nationale et d'une perte des repères culturels traditionnels. Le multiculturalisme, autrefois symbole d'ouverture et de tolérance, est désormais accusé d'avoir favorisé le communautarisme et l'entre-soi, au détriment d'une intégration véritable des migrants dans la société britannique.

Les tensions raciales, les émeutes urbaines et les scandales liés aux *grooming gangs* révèlent les fractures profondes qui traversent la société britannique. Le silence médiatique qui a entouré les viols de Bradford illustre la difficulté d'aborder les problèmes liés à l'intégration de certaines communautés. Il est symptomatique d'une société qui a longtemps préféré ignorer les difficultés, voire les dérives, du multiculturalisme, par crainte de raviver les tensions raciales.

Le Royaume-Uni se trouve ainsi pris dans un dilemme : entre le laxisme d'une politique migratoire héritée de son passé colonial et de son adhésion à l'Union Européenne, et le durcissement des mesures de contrôle, motivé par les inquiétudes de l'opinion publique et la montée du nationalisme. L'adoption du *Commonwealth Immigrants Act* de 1962, première tentative de restriction de l'immigration post-coloniale, puis le Brexit en 2016, marquent les étapes de ce durcissement.

Cependant, ces mesures n'ont pas endigué l'immigration, qui continue d'augmenter, alimentée par des flux extra-européens importants. Le gouvernement oscille entre des politiques d'intégration qui se succèdent sans réelle cohérence : assimilationnisme, multiculturalisme, intégration civique, cosmopolitisme, interculturalisme. Ce manque de vision à long terme contribue à l'instabilité sociale et au sentiment d'une identité nationale en perte de repères.

Face au dilemme du multiculturalisme, une identité nationale en quête d'un nouveau souffle

Le modèle multiculturaliste britannique, à bout de souffle, semble incapable de répondre aux défis contemporains. L'identité nationale se fragmente, la cohésion sociale s'érode et le pays oscille entre une tolérance de façade et un durcissement des politiques migratoires.

Le Royaume-Uni se trouve aujourd'hui face à un choix crucial :

- Persister dans un multiculturalisme débridé, que ce soit par souci de prospérité économique ou par manque de courage politique, au risque de voir l'identité nationale se dissoudre dans un magma de communautés repliées sur elles-mêmes.
- Adopter une politique assimilationniste, en imposant une adhésion stricte aux « valeurs britanniques », qu'il faudra d'abord définir, au risque de renier sa tradition d'ouverture et de tolérance, et de générer de nouvelles tensions.

Abîmé par son inaction empreinte d'incertitude, le Royaume-Uni doit prendre son avenir en main et choisir, en conscience, l'une de ces deux voies. À moins de trouver enfin la troisième voie salvatrice, une médiane qui concilierait la reconnaissance de la diversité culturelle, fondement historique du pays, et la préservation d'une identité nationale forte et partagée. Mais le temps s'écoule sans égard pour celui des décisions politiques et, à trop chercher, le Royaume-Uni pourrait bien finir par se perdre.

Vers un « Royaume-Désuni » :

Le pays traverse une crise systémique où la question migratoire illustre et accentue un déclin global. Longtemps érigé en modèle pour sa gestion pragmatique de l'intégration et son multiculturalisme inspiré par l'histoire et l'héritage colonial, le Royaume Uni peine aujourd'hui à concilier diversité croissante et cohésion nationale. Les vagues migratoires, amplifiées par une politique longtemps laxiste, bouleversent le paysage social et alimentent les tensions identitaires, exacerbées par un communautarisme en hausse. Incapable de formuler une politique migratoire cohérente, oscillant entre ouverture économique et contrôle accru, le Royaume-Uni voit son multiculturalisme se transformer en facteur de division et de désintégration nationale. L'érosion de l'unité culturelle et la montée des fractures sociales placent le modèle britannique au bord de l'implosion. Le multiculturalisme, autrefois pilier de sa puissance, risque de devenir le symbole de son déclin.

Notes

ⁱ KIWAN Dina, traduit par LONGUENESSE Elisabeth « *La citoyenneté dans un contexte multinational et multiculturel : le cas du Royaume-Uni* » P.227-263.

ⁱⁱ MURDOCH Alexander, « *England, Scotland, and the Acts of Union (1707)* » – Oxford Dictionary of National Biography – Janvier 2007.

ⁱⁱⁱ LOCKE John « *Lettre sur la tolérance* » - 1686.

^{iv} MODOOD Tariq « *Establishment, multiculturalism and British citizenship* » - 1994.

^v BOYLE James, « The Second Enclosure Movement and the Construction of the Public Domain ». *Law and Contemporary Problems*. - 2003

^{vi} CELL John W, «The Oxford History of the British Empire» - Chapitre 10 « Colonial Rule » p.232 – 234 - 1999

^{vii} ASHCROFT Richard T. et BEVIR Mark «Multiculturalism in the British Commonwealth » - Chapitre 2 British Multiculturalism after Empire: Immigration, Nationality, and Citizenship – University of California Press – 2019.

^{viii}« Enoch Powell's 'Rivers of Blood' speech », *The Daily Telegraph*, 6 novembre – 2007.

^{ix} Latour, Vincent. « *La communauté musulmane : une émergence tardive mais une installation durable dans le paysage politique et institutionnel britannique* ». *Hérodote*, 2010/2 n° 137 - 2010. p.35-56.

^x Geddes, Andrew. « *Immigration et multiculturalisme en Grande-Bretagne : vers une nouvelle nation civique ?* ». *Politique étrangère* - 2010/2 Été, 2010. p.295-308.

^{xi} Ibid.

^{xii} Ibid.

- ^{xiii} Vincent Latour. « *Les politiques d'immigration et d'intégration au Royaume-Uni: Itinéraire de recherche de la civilisation britannique au comparatisme* ». Sciences de l'Homme et Société. Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3 - 2012.
- ^{xiv} Andrew, Geddes, « *Immigration et multiculturalisme en Grande-Bretagne : vers une nouvelle nation civique ?* ». Politique étrangère, 2010/2 Eté, 2010. p.295-308.
- ^{xv} Andrew Geddes, *Immigration et multiculturalisme en Grande-Bretagne : vers une nouvelle nation civique*, Politique étrangère n° 2/2010, 2010
- ^{xvi} Sarah Young, « UK net migration hit new record high in 2022 in latest blow for Sunak », Reuters, 23 novembre 2023.
- ^{xvii} Wikipédia, Démographie du Royaume-Uni.
- ^{xviii} David Coleman, *Projections of the Ethnic Minority Populations of the United Kingdom 2006–2056*, Population and Development Review vol. 36, Wiley Online Library, 2010.
- ^{xix} Moindrot Claude, « Les vagues d'immigration en Grande-Bretagne », *Population*, 20^e année, n°4, 1965. p.633-650.
- ^{xx} V. Latour. Le modèle d'immigration et d'intégration britannique à l'épreuve. *Outre-Terre*, N° 49(4), 2016, p. 223-233.
- ^{xxi} J. Freyssinet, « Royaume-Uni. Immigration : priorité au politique ou à l'économique ? *Chronique Internationale de l'IRE*, N° 181(1), 2023, pp.17-33.
- ^{xxii} V. Latour. Le modèle d'immigration et d'intégration britannique à l'épreuve. *Outre-Terre*, N° 49(4), 2016, p. 223-233.
- ^{xxiii} A. Geddes, « Immigration et multiculturalisme en Grande-Bretagne : vers une nouvelle nation civique ? », *Politique étrangère*, Eté (2), 2010, p.295-308.
- ^{xxiv} Louis Chahuneau, « Royaume-Uni : face au défi migratoire, un Parti travailliste entre fermeté et apaisement », *France 24*, 2024.
- ^{xxv} J. Freyssinet, « Royaume-Uni. Immigration : priorité au politique ou à l'économique ? *Chronique Internationale de l'IRE*, N° 181(1), 2023, p.17-33.
- ^{xxvi} « Royaume-Uni : avec Kemi Badenoch à leur tête, les Tories prennent un virage à droite », *TV5 Monde*, 2 novembre 2024.
- ^{xxvii} Mathieu Carquain, *Le Capital*, « La Grande-Bretagne, de 1700 à 1914 : Le creuset de la première révolution technologique et industrielle », publié le 14/09/2011.
- ^{xxviii} Le fonctionnalisme est une théorie sociologique qui analyse la société comme un système où chaque élément remplit une fonction essentielle au maintien de l'équilibre et de la stabilité sociale. Le fonctionnalisme de Malinowski explique que chaque pratique ou institution culturelle répond aux besoins essentiels des individus et assure le fonctionnement de la société.
- ^{xxix} Élisabeth COPET-ROUGIER et Christian GHASARIAN. ANTHROPOLOGIE [en ligne]. *Encyclopædia Universalis*.
- ^{xxx} Éric Letonturier. Les règles de la méthode sociologique, Émile Durkheim - Fiche de lecture [en ligne]. *Encyclopædia Universalis*.
- ^{xxxi} Philippe Lucas, « Boas Franz - (1858-1942) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 7 mai 2021.
- ^{xxxii} Khan RAHAT NAHI, « La communauté musulmane indienne et les problèmes de la partition », *Politique étrangère*, n°1 - 1966 - 31^e année. p. 44-64.
- ^{xxxiii} Edward BEHR, « Les sikhs, mal aimés de l'Inde. », *Politique étrangère*, n°4 - 1984 - 49^e année, p. 883-892.
- ^{xxxiv} L'Empire moghol musulman s'était établi sur le territoire indien principalement de confession hindoue et musulmane (1526-1857), dans l'article « L'Empire Moghol », de la rubrique « Passerelles essentielles » sur le site de la Bibliothèque nationale de France, consulté le 01/012/2024.
- ^{xxxv} La compagnie de bus de Londres recrutait principalement dans les anciennes colonies britanniques : « How the Bristol bus boycott changed UK civil rights », BBC, 3 : 44 minutes, publié le 12/09/2023.
- ^{xxxvi} Tariq MODOOD, « Les minorités ethniques en Grande-Bretagne : diversité et désavantage », *Health Education Journal*, Vol. 57, No. 3, 282-283, Institut d'études politiques, Londres, 1998.
- ^{xxxvii} LOIRE Mathilde, *Asialyst*, « Le système des castes en Inde en 10 points », publié le 31/10/2017, consulté le 24/11/24 : <https://asialyst.com/fr/2017/10/31/memo-systeme-castes-inde-10-points/>
- ^{xxxviii} « Kernelyd », *Les traellar et les leysingjjar, esclavage et servitude*, Portail de ressources francophone sur l'âge viking, mis à jour le 07/08/2020.
- ^{xxxix} DE BRETEUIL Paul, *Le Figaro international*, « Royaume-Uni : pour avoir violé quatre adolescentes, 20 hommes cumuleront 219 années de prison », en ligne le 8/11/2024, consulté le 25/11/2024: <https://www.lefigaro.fr/international/royaume-uni-pour-avoir-viole-quatre-adolescentes-20-hommes-cumuleront-219-annees-de-prison-20241108>
- ^{xl} Agnès Rotivel, « Le Royaume-Uni veut-il revenir dans l'Union européenne ? », *La Croix*, 18/07/2024